

Stockholm, le 8 avril 2014

Equipe du secrétariat du Groupe de travail Afrique de l'Initiative européenne de l'eau

*Les implications du quatrième sommet Union européenne-Afrique pour le partenariat Afrique-UE sur l'eau*

L'accord entre les dirigeants africains et ceux de l'Union européenne tel qu'il est reflété dans la Déclaration du Sommet UE-Afrique d'avril 2014 souligne l'importance politique et économique de l'eau pour les deux continents. La Déclaration confirme l'importance de l'eau comme « *défi non conventionnel à la paix et à la sécurité* » (paragraphe 21). Développer « *l'accès à l'eau potable* » est également vu dans le contexte d'une « *intégration économique renforcée* » (paragraphe 37). La Déclaration confirme l'engagement commun à poursuivre les efforts pour atteindre les Objectifs du Millénaire (ODM) avant 2015 (paragraphe 47). Les ODM comprennent l'accès durable à l'eau potable et à des conditions sanitaires de base. La Déclaration met l'accent sur le besoin de coopération dans les systèmes de surveillance des écosystèmes, en particulier dans les cas de stress hydrique (paragraphe 32) pour la préservation de la biodiversité et des écosystèmes (paragraphe 34) et appelle à une meilleure gouvernance dans la gestion des ressources naturelles (paragraphe 33).

La Feuille de Route pour l'avenir des relations UE-Afrique (2014-2017) fournit le cadre de l'avenir du partenariat UE-Afrique dans le domaine de l'eau ainsi que son mode opératoire. La Feuille de Route confirme le point d'entrée commun pour la coordination stratégique de l'infrastructure dans les domaines de l'eau, de l'énergie, des transports et des technologies de la communication et de l'information. Le partenariat stratégique Afrique-UE pour les affaires de l'eau et de l'assainissement fait pleinement partie du mécanisme de coordination transversal décrit au paragraphe 46 de la Feuille de Route. La coordination du mécanisme de soutien sera assurée par le Groupe de Référence sur l'Infrastructure, en cohérence avec le projet PIDA, avec un accent particulier mis sur le lien eau-énergie.

L'eau est une condition essentielle pour le développement durable de l'agriculture. Le cadre de travail pour le lien eau-nutrition, géré par le groupe de contact commun des Commissions européenne et de l'Union africaine et le partenariat du CAADP, est détaillé au paragraphe 51. Le soutien stratégique aux processus fondamentaux pour les liens entre l'eau et le changement climatique est assuré par le biais de processus existants et de rencontres conjointes (paragraphe 63).

L'accès à des conditions sanitaires décentes est aussi identifié comme un domaine d'action conjointe prioritaire du partenariat stratégique Europe-Afrique et s'inscrit dans la ligne des actions menées pour la promotion du développement humain (paragraphe 29).

La priorité accordée à la coopération dans les investissements dans la science, la technologie et l'innovation (paragraphe 30 à 32) est particulièrement pertinente pour le secteur de l'eau, de par ses liens avec l'environnement, les enjeux sociétaux qui s'y rapportent et son rôle économique clé. Les financements européens disponibles dans ce domaine, y compris le programme Horizon 2020, peuvent opportunément compléter les financements bilatéraux et multilatéraux existants. On peut également envisager des développements positifs dans le domaine de l'enseignement supérieur qui s'appuient sur les Centres d'Excellence du NEPAD (paragraphe 35), une initiative soutenue par l'UE

et dont on peut rappeler qu'AMCOW a approuvé la proposition d'établir un programme de développement des capacités dans le domaine de l'eau.

La priorité accordée à l'agriculture, à la sécurité et à la sûreté alimentaire dans les futures relations UE-Afrique (paragraphe 51 à 58) ouvrent des possibilités au partenariat dans le secteur de l'eau.

« *Les actions pro alimentation* » (paragraphe 53) en particulier peuvent inclure des interventions dans le domaine touchant à l'eau, aux conditions sanitaires et à l'hygiène.

En écho à l'appel de la Déclaration en faveur d'une réforme de la gouvernance dans la gestion des ressources naturelles, la Feuille de Route liste des interventions visant à mettre la technologie au service d'un meilleur contrôle et d'une meilleure gestion des ressources, y compris de la ressource en eau. Un lien potentiellement fructueux est établi entre le système *Global Monitoring For Environment and Security* (Surveillance globale pour l'environnement et la sécurité, mentionnée au paragraphe 64) et la gestion de l'eau.

Enfin, les deux documents soulignent le rôle majeur que doit jouer le secteur privé pour atteindre les objectifs du partenariat stratégique conjoint Europe-Afrique et les ODM. Le forum UE-Afrique pour le secteur privé demeure la plateforme privilégiée pour ce dialogue (paragraphe 43).